

Retour des enfants de djihadistes : « Il est temps que la France assume une politique claire »

par TIMOTHÉE BOUTRY



Selon M^e Marie Dosé, plusieurs femmes retenues au Kurdistan syrien « sont prête à laisser partir leurs enfants ». LP / Delphine Goldsztejn

Les enfants de djihadistes français retenus au Kurdistan syrien pourraient être prochainement rapatriés en France. « *Pourquoi aucune décision n'a été prise plus tôt ?* » déplore M^e Marie Dosé, avocate de plusieurs femmes actuellement retenues dans des camps.

C'est une légère évolution de la position française sur ce sujet sensible. Selon Le Monde et l'AFP, la France serait prête à rapatrier les enfants de djihadistes français actuellement retenus au Kurdistan syrien (également appelé Rojava). Cela concernerait environ 150 enfants. L'information émane d'une source officielle, mais anonyme. Contacté, le Quai d'Orsay n'a pas donné suite à nos appels. Il s'agirait essentiellement de bambins âgés de moins de 6 ans, nés sur place. Leur retour dans l'Hexagone serait conditionné à l'accord de leur mère.

Le retour d'enfants de Daech en France n'est pas inédit. En janvier dernier, 44 d'entre eux avaient déjà été accueillis et pris en charge par la justice et les services sociaux. Mais il ne s'agissait pas d'enfants retenus au Rojava. Depuis l'effondrement de l'État islamique l'an dernier, les Kurdes syriens ont fait de très nombreux prisonniers. Selon un tweet récent d'un responsable local, 900 combattants, 400 à 500 femmes et plus de 1 000 enfants originaires de 44 pays se trouveraient actuellement sur place. On dénombrait une quarantaine de femmes françaises avec des enfants.

En revanche, Paris continue à s'opposer au rapatriement des adultes – hommes et femmes – et s'en remet à la justice locale pour les juger. Avocate au barreau de Paris, M^e Marie Dosé défend plusieurs femmes actuellement retenues dans des camps avec leurs enfants au Kurdistan syrien. Elle nous fait part de son incompréhension et de sa colère.

Comment réagissez-vous à cette annonce ?

MARIE DOSÉ. C'est difficile pour moi d'avoir une position nette et précise à propos d'une information émanant d'une source anonyme. Face à un sujet aussi grave, on attendrait du ministre des Affaires étrangères ou du président de la République qu'il prenne officiellement la parole. La manière dont nos autorités gèrent cette question est effarante. Il est temps que la France assume une politique claire.

Sur le fond, comment analyser ces déclarations ?

Nous réclamons depuis un an et demi le rapatriement des femmes et des enfants. Pourquoi aucune décision n'a été prise plus tôt ? Pendant 18 mois, on a donc laissé des enfants vivre dans des conditions sanitaires dégradées, dans un pays en guerre, sans aucune activité ni scolarisation. Récemment, un enfant français est mort dans un camp, renversé par un véhicule militaire. Ce délai va d'autant plus compliquer leur réadaptation en France, un pays qu'ils ne connaissent pas et où ils se retrouveront sans leur mère à laquelle ils vont être arrachés et qu'ils ne reverront peut-être jamais. Cette séparation sera d'autant plus cruelle qu'elle intervient extrêmement tardivement.

Comment réagissent vos clientes ?

Certaines sont prêtes à accepter de laisser partir leurs enfants. Elles disent qu'elles ne veulent pas leur faire payer leurs choix. Mais cette séparation, si elle intervient, sera terrible. Pour elles mais aussi pour les enfants qui n'ont bien souvent eu que leur mère comme unique repère dans la vie.

La France s'oppose, en revanche, toujours au rapatriement des femmes, et à plus forte raison des hommes...

Ils sont pourtant tous judiciairisés dans le cadre d'enquêtes conduites sous l'égide de notre parquet antiterroriste. Et les Kurdes ont fait savoir qu'ils ne comptaient pas juger les ressortissants étrangers. La France préfère donc les laisser dans cette situation en dehors de tout cadre légal. Ce n'est pas acceptable. ■